

AKTUELL

INVESTISSEMENTS DURABLES

Greenpeace porte plainte contre le FDC

Fabien Grasser

Greenpeace porte « plainte » contre le Fonds de compensation des pensions (FDC) devant le Point de contact national de l'OCDE. Par cette procédure, l'ONG veut obliger le FDC à discuter d'une stratégie d'investissement respectueuse du climat, de l'environnement et des droits humains.

Cela fait neuf ans que Greenpeace Luxembourg bataille pour obliger le Fonds de compensation des pensions (FDC) à mener une politique d'investissement durable en matière de climat, d'environnement et de droits humains. Neuf ans que le FDC traîne des pieds, concédant quelques avancées marginales tout en fermant de plus en plus la porte au dialogue, affirme l'organisation environnementale. Greenpeace passe donc à la vitesse supérieure et porte plainte contre l'organisme qui investit les excédents des cotisations pensions, avec une réserve qui atteint aujourd'hui 23,4 milliards d'euros.

La plainte vise le « Fonds de compensation de la Sécurité sociale SICAV-FIS (FDC SICAV) pour non-respect des Principes directeurs de l'OCDE pour une conduite responsable des entreprises », précise l'ONG. Les activités d'investissement du fonds « ne respectent pas les recommandations en matière de divulgation d'informations, d'environnement, de droits humains et des intérêts des consommateurs et consommatrices ». La plainte a été introduite devant le Point de contact national de l'OCDE, un organisme sous tutelle du ministère de l'Économie, chargé de sensibiliser les multinationales à des recommandations édictées par l'OCDE, notamment sur les droits humains et l'environnement. La procédure n'est pas contraignante et ne vise pas une condamnation, mais elle a pour but de favoriser le dialogue par une médiation entre Greenpeace et le FDC. Si la plainte est retenue, le fonds de pension pourra ou non accepter cette médiation.

« Le FDC ne remplit pas ses devoirs », blâme Martina Holbach, chargée de campagne climat et finance auprès de Greenpeace Luxembourg. « Nous considérons que le FDC est une multinationale. Ce qui est en cause, ce sont ses investissements actuels, ainsi que sa nouvelle stratégie d'investissement, publiée en février 2023, qui ne tiennent pas compte des principes directeurs. Le FDC manque à son devoir d'information, de diligence par rapport à l'environnement et il n'a

pas mis en pratique de mécanisme de réparations pour les éventuelles victimes de ses investissements. »

1.247 entreprises épinglées

Dans le collimateur de Greenpeace figurent très concrètement les investissements du fonds de pension dans 1.247 entreprises exclues par d'autres investisseurs institutionnels. S'appuyant sur de multiples rapports et études, Greenpeace Luxembourg calcule que ces entreprises « représentent une valeur d'investissement totale de plus de 4,5 milliards d'euros, soit 36 % du portefeuille d'actions et d'obligations d'entreprises du Fonds et 20,6 % du portefeuille total ». Les secteurs concernés sont les énergies fossiles, l'armement et plus largement ceux qui ont des impacts négatifs sur l'environnement, la santé (comme les fabricants de cigarettes) et les droits humains. « Le FDC n'a pas de méthode, pas de plan cohérent pour atteindre ses objectifs de durabilité. Sur le climat, par exemple, il n'y a aucun cadre qui permettrait, par exemple, de dire dans combien d'années ses investissements seront en ligne avec l'accord de Paris pour maintenir le réchauffement climatique à 1,5 degré », explique Martina Holbach. « En l'état actuel, avec les investissements du FDC, on est plutôt sur une trajectoire comprise entre 2 et 3 degrés », affirme la chargée de mission.

Dans une question parlementaire adressée au ministre de la Sécurité sociale, ce 11 mars, les député-es écologistes Joëlle Welfring et François Bausch ont relayé des griefs identiques à l'encontre du FDC, sans toutefois se référer à la procédure engagée par l'ONG.

La plainte de Greenpeace devant le Point de contact national de l'OCDE est une première pour une ONG luxembourgeoise. « Les entreprises publiques telles que les fonds de pension souverains doivent donner l'exemple et respecter les engagements internationaux pris par les États qui les détiennent », insiste Martina Holbach. La balle est désormais dans le camp du conseil d'administration du FDC, composé de représentant-es du gouvernement, du patronat et des syndicats, gestionnaires de l'organisme. C'est à lui qu'il reviendra de dire quelle sera son attitude face à la « plainte » de Greenpeace. Qui s'avère avant tout être une invitation au dialogue avec la société civile.

SHORT NEWS

OGBL et LCGB confortent leurs positions

(fg) – « L'OGBL est le grand gagnant ! » : comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, l'OGBL ne s'est pas privé de proclamer sa victoire aux élections sociales, dans un bref communiqué publié au lendemain du scrutin du 12 mars, qui a vu les salarié-es du privé renouveler leurs délégué-es dans les entreprises et leurs représentant-es à la Chambre des salariés (CSL). Selon les derniers résultats compilés jeudi matin par l'Inspection du travail et des mines, l'OGBL enregistre une bonne dynamique dans l'élection des délégué-es : il décroche 25,6 % des mandats, soit de 2,5 points de plus par rapport à 2019. Hausse aussi, mais moindre, pour son principal rival, le LCGB, qui gagne 14,47 % des délégué-es, soit un gain de 0,8 point. Quant à l'Aleba, qui a quitté ses plates-bandes du secteur financier pour devenir un syndicat multisectoriel, il n'augmente son nombre de délégué-es que marginalement, passant de 3,8 % en 2019 à 4,1 % en 2024. La route sera encore longue s'il veut devenir à terme, comme il l'ambitionne, un syndicat à représentativité nationale. Mais comme lors des précédents scrutins sociaux, le plus grand nombre de délégué-es élu-es n'affichent aucune couleur syndicale : ces « neutres » décrochent 55 % des mandats, un chiffre néanmoins en recul de 3 points par rapport à 2019. Capter ces délégué-es sans appartenance est un défi constant pour les syndicats. Quant à la CSL, dont le vote s'est déroulé par correspondance, il faudra attendre une semaine au moins, voire un mois, avant d'en connaître la nouvelle composition.

Fraude fiscale : Lactalis va passer à la caisse

(fg) – Le géant français des produits laitiers Lactalis avait monté un schéma de fraude fiscale, via des sociétés financières au Luxembourg et en Belgique (woxx 1773). Sous le coup d'une enquête pénale pour « fraude fiscale aggravée » portant sur les années 2009 à 2020, le groupe agro-industriel se verrait désormais réclamer 275 millions d'euros par le fisc français, selon des informations du quotidien « Libération » du 12 mars. Cette somme viendrait s'ajouter à 25 millions déjà réglés par Lactalis au titre de l'année 2009, alors que la multinationale est suspectée d'avoir éludé l'impôt sur les sociétés à hauteur de 400 millions. L'entreprise, qui commercialise notamment les marques Président et Lactel, a d'ores et déjà provisionné 250 millions d'euros dans ses comptes pour « risques et charges », selon « Libération ». Au cœur du stratagème figurait la société luxembourgeoise Nethuns, placée en liquidation en 2022. Lactalis, qui emploie 85.000 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires annuel de 28 milliards d'euros, est par ailleurs au centre d'un bras de fer avec ses éleveurs, qui lui reprochent des prix d'achat inférieurs au cadre légal. « Je renouvelle le vœu que les sanctions soient exemplaires dans cette affaire », commente la députée France insoumise de Metz, Charlotte Leduc. « L'enquête pénale doit pouvoir continuer pour aboutir à une condamnation ferme des principaux responsables qui ont organisé cette évasion fiscale », demande encore l'élue, spécialiste de la lutte contre l'évasion fiscale.

Mehr und pünktlichere Züge in der EU

(ja) – Am vergangenen Dienstag verabschiedete das EU-Parlament eine Verordnung „zur Nutzung von Fahrwegkapazität der Eisenbahn im einheitlichen europäischen Eisenbahnraum“. Damit sollen sowohl Güter- als auch Personenverkehr auf der Schiene gesteigert werden, indem die vorhandenen Kapazitäten besser genutzt werden. Besonders für den Frachtverkehr sollen Bahnstrecken flexibler und ohne lange Planungszeiten reserviert werden können. Dies soll für eine Steigerung des Schienengüterverkehrs sorgen. Bahnpassagier*innen werden durch die neue Regelung die Möglichkeit haben, internationale Zugtickets länger im Voraus zu buchen. Dies ist aktuell nur bedingt möglich, da im Bahnverkehr ein Jahresfahrplan gilt, der jährlich Anfang Dezember aktualisiert wird. Laut der Berichterstatterin der Verordnung, der Luxemburger Europaabgeordneten Tilly Metz (Déi Gréng) wird der Bahnverkehr in Europa „zuverlässiger und pünktlicher“. Im Gegensatz zum Vorschlag der EU-Kommission wurden in jenem des Parlaments die Kompetenzen der Bahnbehörden gestärkt, auch die Eisenbahnagentur der Europäischen Union soll neue Kompetenzen zur Koordinierung des grenzüberschreitenden Bahnverkehrs bekommen. Die nötigen Verhandlungen mit dem Minister*innenrat werden jedoch erst nach den EU-Wahlen beginnen.